

JJG/oh

Paris, le 30 septembre 2014

NOTE D'HONORAIRES N° 1497

- Défense civile n° B 14-23.195
- Provision d'instruction

POUR : Monsieur Jean-Pierre CHIRON

CONTRE : La CAVIMAC

DECISION ATTAQUEE : Arrêt CA d'ANGERS du 17 juin 2014

-
- HORS T.V.A. 2 600,00 euros
 - T.V.A. 20 % 520,00 euros
 - **TOTAL HONORAIRES T.T.C.** 3 120,00 euros

APRC
Monsieur Alain GAUTHIER
42 rue Philippe Flatot
71380 SAINT MARCEL



<i>Afin de ne pas retarder le traitement de votre dossier, tout paiement par virement bancaire devra faire l'objet, <u>au plus tard au jour du règlement</u>, d'un avis par <u>courriel</u> (scp-gatineau-fattaccini@orange.fr) ou par <u>télécopie</u> (01.45.63.16.27). Cet avis devra préciser le numéro de la présente note et la date effective du règlement.</i>

▪ SIREN : 329 844 526 ▪ SIRET : 329 844 526 000 23 ▪ ▪ TVA Intra Communautaire : FR 21 329 844 526 ▪ BIC / SWIFT : CCFRFRPP ▪ ▪ IBAN : FR 76 3005 6000 7800 7800 9170 520 ▪

<p><i><u>Le Règlement de cette facture est à effectuer dans le délai d'un mois et, quel que soit le mode de règlement choisi, merci d'y rappeler le numéro de la présente facture (indiqué ci-dessus en référence).</u></i></p> <p>IMPORTANT : Tout retard de paiement nous oblige à percevoir l'intérêt minimum prévu par la loi, soit une fois et demie l'intérêt légal en vigueur. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire (loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 - Article 53-I). L'article 121-II de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012, prévoit une indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement. Le montant de cette indemnité, fixé par le décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012, est de 40 euros.</p>
